

Les canaris dans la mine

Robert Laplante

Numéro 798, septembre–octobre 2018

Développement régional : un Québec en morceaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88767ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laplante, R. (2018). Les canaris dans la mine. *Relations*, (798), 17–19.

LES CANARIS DANS LA MINE

Le Québec est le théâtre depuis des décennies d'un mal-développement. Abandonnées aux lois du marché, bien des régions voient leur territoire et leurs villages se dévitaliser. Au grand bonheur des spéculateurs financiers.

Robert Laplante

L'auteur est directeur de *L'Action nationale* et de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC)

Comparaissant en commission parlementaire en janvier 2015, le président-directeur général du Conseil du patronat, Yves-Thomas Dorval, avait créé toute une commotion en recommandant au gouvernement d'encourager les citoyens à quitter les régions pauvres pour s'installer là où se trouvent les emplois. Formulée aussi crûment, sa position avait choqué les chastes oreilles aussi bien que les âmes sincères; le Conseil du patronat avait donc choisi de retirer le passage litigieux de son mémoire. Il n'y avait pourtant là rien de bien nouveau: les idolâtres du marché avaient salué la réforme fédérale de l'assurance-emploi, dont l'esprit et les dispositions ne disaient pas autre chose: cessez de végéter à Caraquet ou à Mont-Louis, allez vendre des beignes à Fort McMurray!

Ce parti pris pour la mobilité de la main-d'œuvre est au cœur du credo néolibéral et il revient comme un leitmotiv toutes les fois que des enjeux de développement local et régional s'immiscent à l'avant-scène. Beaucoup de Gaspésiens se souviennent encore des propos d'André Bérard, alors président de la Banque nationale, qui avait recommandé au gouverne-

ment de cesser de soutenir une région perdante, en 1995. Ils avaient été nombreux à protester en ravivant les souvenirs amers des années 1970, alors que l'État planificateur avait entrepris de fermer des dizaines de villages en Gaspésie et en Abitibi-Témiscamingue. Les Opérations Dignité ont donné lieu à plusieurs initiatives de résistance, mais aucune n'a pu se transformer en véritable riposte. Le «mouvement des paroisses marginales», comme il se désignait, a pu faire cesser les fermetures de villages, mais il n'est pas parvenu à imposer le changement de modèle de développement qu'il espérait. L'État a simplement cessé de prendre les gens de front, se contentant de quelques mesures de mitigation et misant sur l'usure du temps. Avec un succès certain: aujourd'hui encore, des centaines de communautés dévitalisées s'étiolent dans un silence indifférent.

À la faveur des mouvements écologiques tout aussi bien qu'en raison de la montée de l'hédonisme gastronomique, l'intérêt pour les campagnes connaît pourtant un certain renouveau. Tentant de se remettre en selle après avoir été largué par le gouvernement du Québec, qui lui a coupé les vivres en abolissant son mandat, en 2014, Solidarité rurale lançait le printemps dernier la campagne «Nous sommes tous ruraux» pour rappeler que le sort des villes et celui des campagnes sont reliés, que la mesure du développement n'est pas qu'une affaire de PIB. On retrouvera dans le portrait de la ruralité dressé à cette occasion autant matière à se réjouir que motifs d'inquiétude. Tout ne va pas mal dans les campagnes. Mais là où ça ne va pas bien, les signaux d'alarme sont au rouge. Et le sort de ces communautés qui dépérissent, de ces villages en passe de devenir des centres d'accueil pour personnes âgées à ciel ouvert ne doit pas être vu comme une stricte affaire d'empathie et de compassion. Ce sont «les canaris dans la mine», les témoins d'un mal-développement, les révélateurs de choix sociaux et politiques qui mettent à mal le Québec, son territoire et ses idéaux.

Le mémoire du Conseil des affaires sociales et de la famille (CASF), présenté à la Commission d'étude sur l'avenir des municipalités en 1986, avait déjà révélé qu'en dépit des discours, les choix de l'État québécois en faveur du développement régional n'avaient pas donné les fruits attendus. Le mémoire démontrait, statistiques à l'appui, que le gouvernement du Québec contribuait à accentuer les inégalités entre les régions et entre les municipalités d'une même région en procédant à une structuration de l'offre de services et d'infrastructures publics qui nourrissait une logique de dualisation du territoire. →



Ce que les mêmes statistiques nous disent aujourd'hui, c'est que le Québec n'est plus « cassé en deux » – pour reprendre le titre du dossier de *Relations* (novembre 1988) qui reprenait les conclusions du mémoire du CASF, en les étayant, et qui fit choc à l'époque –, mais bien *émiétté*. Son territoire et son peuplement sont fortement touchés par le vieillissement de la population et par l'exode de larges cohortes de la population active de plusieurs régions. Ce que les lieux communs sur les supposées pénuries de main-d'œuvre ne disent pas, c'est que les économies régionales sont durement travaillées par les forces qui érodent la structure du peuplement et menacent la viabilité de nombre de communautés. De nombreux villages se meurent à petit feu.

Derrière le romantisme des uns et la confiance naïve dans les vertus du marché et de l'entrepreneuriat des autres, se profilent des intérêts qui parlent peu mais n'en agissent pas moins. La dévitalisation des collectivités offre de formidables occasions d'affaire aux spéculateurs fonciers.

En 2010, Solidarité rurale en avait recensé un peu plus de 150. L'Institut de la statistique du Québec constatait pour sa part en 2014 que plus de 550 collectivités manifestaient des signes de vitalité défaillante. Majella Simard, qui étudie le sujet depuis des années, constate pour sa part qu'en 2016, ce sont 202 municipalités de moins de 500 habitants qui connaissent un déclin démographique en raison du vieillissement de leur population : « Elles forment près de 30% de l'espace rural québécois¹. » Dans plusieurs régions et sur une grande partie du territoire, les campagnes sont dans un très mauvais état. Empathique, Simard ne rate jamais une occasion de souligner qu'on y observe bien souvent des dynamismes étonnants qui témoignent moins de la force réelle de ces collectivités que du profond attachement à un milieu qu'elles voudraient perpétuer. Il y a là une richesse humaine qui force l'admiration. Mais qui devrait aussi nourrir la colère et l'indignation, car les choix du gouvernement du Québec ne font qu'accroître leur fragilité.

Les régions livrées au marché

En effet, le gouvernement Couillard, en pleine continuité avec les choix de l'ère Charest, a renoncé à façonner et à orienter le développement des régions du Québec. En abolissant ou en affaiblissant les structures régionales dans plusieurs de ses ministères, en abolissant les conseils régionaux de développement d'abord et les conférences régionales des élus (CRÉ) ensuite, en forçant la disparition des centres locaux de développement (CLD), en réduisant substantiellement les montants consacrés au soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a choisi de faire primer le laisser-faire. C'est le marché qui décidera désormais du sort des collectivités et des régions : là où les facteurs de production et les avantages concurrentiels seront bien joués, là se produira le développement.

On comprend dès lors que les collectivités mal prises seront de nouveau sanctionnées : si leur situation est mauvaise, c'est qu'elles ont déjà été abandonnées par le marché ; si leur développement reste anémique, c'est que le marché n'y laisse éclore aucune occasion d'affaires. Et c'est ce qui donne bonne bouche aux chantages de l'économicisme.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est au moment où la situation de ces collectivités est au plus mal que les discours sur le pouvoir local leur sont servis avec superbe et contentement. Le gouvernement du Québec n'a-t-il pas adopté une Loi sur la vitalité et l'occupation du territoire ? L'abolition des CRÉ n'a-t-elle pas conféré plus de responsabilités aux municipalités régionales de comté (MRC) ? Mais qu'en est-il des moyens ? Ils sont moins élevés qu'avant les prétendues réformes². Les investissements dans les infrastructures, l'organisation des services publics, le soutien à l'élargissement des bases entrepreneuriales par une prise de risque mieux encadrée, un audacieux soutien à l'établissement, une politique de peuplement : tout cela fait défaut et ne peut provenir que de l'État. Il devient chaque jour plus évident que cela ne peut être le fait d'un gouvernement provincial rabougri – et encore moins de municipalités en manque de moyens.

Les sommes rapatriées à Québec avec l'abolition des structures ne sont revenues qu'en maigre partie. Les régions et le développement local restent perdants, même si de nombreux barons locaux sont bien contents de s'être débarrassés de ces acteurs de la société civile qui peuplaient les conseils d'administration des CLD et autres instances de concertation. La politique politicienne peut enfin redevenir ce qu'elle a toujours été : une affaire à mener en vase clos avec ses clans et ses notables. Ce n'est pas le cas partout, tant s'en faut. Mais il faut savoir que là où cela se renforce, c'est précisément là où il le faudrait le moins. En dépit de la rhétorique sur le développement local, rhétorique qui fait les belles heures de bien des séminaires académiques et des colloques de la gauche romantique, il est illusoire de s'imaginer que le sort des communautés dévitalisées dépend d'abord d'elles-mêmes. Elles sont affaiblies, souvent dépourvues de forces vives et des masses critiques qui pourraient leur permettre de porter les initiatives avec la puissance et à l'échelle requises pour assumer leur part de responsabilité dans le redressement de leur situation. En rajouter sur leurs épaules ne fait qu'accroître la sourde détresse de ces milieux. Et s'y trouvent nombreuses les personnes qui subissent comme d'humiliantes stigmatisations la « morgue » des Yves-Thomas Dorval de ce monde. Il est si courant de voir les victimes blâmées.

Des pans entiers du territoire du Québec, dans les régions périphériques surtout, sont en passe de devenir des proies faciles. Derrière le romantisme des uns et la confiance naïve dans les vertus du marché et de l'entrepreneuriat des autres, se profilent des intérêts qui parlent peu mais n'en agissent pas moins. La dévitalisation des collectivités, en effet, offre de formidables occasions d'affaire aux spéculateurs fonciers. L'accaparement des terres se déploie d'ores et déjà dans l'arrière-pays de plusieurs régions, du Témiscamingue au Témiscouata, de l'Abitibi au Lac-Saint-Jean. Des fonds spéculatifs, des détenteurs de capitaux enserrant déjà la déprise



Caroline Hayeur, quai du traversier de L'Isle-aux-Grues, Chaudière-Appalaches, 2018

agricole et l'affaiblissement des communautés. Toute une chaîne de gloutonnerie se constitue: des petits barons locaux qui cannibalisent le découragement de ceux qui partent des villages et vendent leurs lots pendant qu'ils valent encore quelque chose, aux moyennes sociétés en commandite qui remembrement les terres et se découpent de vastes domaines forestiers. La chaîne alimentaire de la financiarisation fonctionne au profit des grands détenteurs de fonds spéculatifs qui n'attendent que les économies d'échelle.

Le mal-développement se nourrit de la fragilité des communautés dévitalisées et prend une forme qui aura de plus en plus de conséquences sur le reste du Québec. Les puissances financières qui le portent vont devenir des menaces de plus en plus graves pour l'avenir de l'agriculture familiale, car elles auront appui sur de grands domaines qui feront la vie dure aux petites et moyennes fermes, se battront pour modifier les règles du commerce et faire abolir la gestion de l'offre. Elles mettront en œuvre des logiques de délocalisation qui leur permettront de produire sur des territoires qu'elles n'habiteront pas, misant sur une main-d'œuvre étrangère mobilisée le temps des travaux.

Ce qui se joue dans l'érosion silencieuse des arrière-pays ne concerne pas que l'agriculture et la foresterie. C'est une affaire d'inégalités intra et interrégionales qui renvoie à une certaine conception du Québec. Laisser dépérir des centaines de villages, c'est renoncer à faire du Québec notre territoire. En abandonner des pans entiers aux forces de l'argent ne pourra

conduire qu'à des renoncements toujours plus cruels. L'occupation du territoire n'est pas d'abord une ambition technique et une entreprise matérielle, c'est une vision de civilisation.

En choisissant de laisser le développement de ces milieux aux forces du marché, le gouvernement libéral, les élites économiques et les doctrinaires de la croissance tournent le dos à un héritage séculaire et saccagent une aspiration forte, celle de bâtir des milieux de vie diversifiés, épaulés par une solidarité sociale qui passe par le partage des moyens. Soutenir le développement régional, ce n'est pas d'abord soutenir la croissance, c'est surtout choisir de maintenir une structure de peuplement soucieuse de la meilleure mise en valeur des ressources du territoire. Et cette mise en valeur optimale, c'est celle qui accorde aux communautés les moyens d'offrir à celles et ceux qui les constituent les conditions d'une vie digne. Cela passe par une vision renouvelée des rapports ville-campagne. Cela suppose une solidarité sociale qui place le développement dans une juste perspective. Le sort fait aux plus faibles laisse toujours voir ce que nous concédons aux puissants.

Comme ne cesse de le répéter Solidarité rurale, tant vaut le village, tant vaut le pays. ☺

1. M. Simard, «La ruralité vieillissante», *Le Devoir*, 8 juin 2018.

2. Voir Bernard Vachon, «Les régions à l'ère Couillard: la grande mystification», *Le Devoir*, 9 décembre 2017.